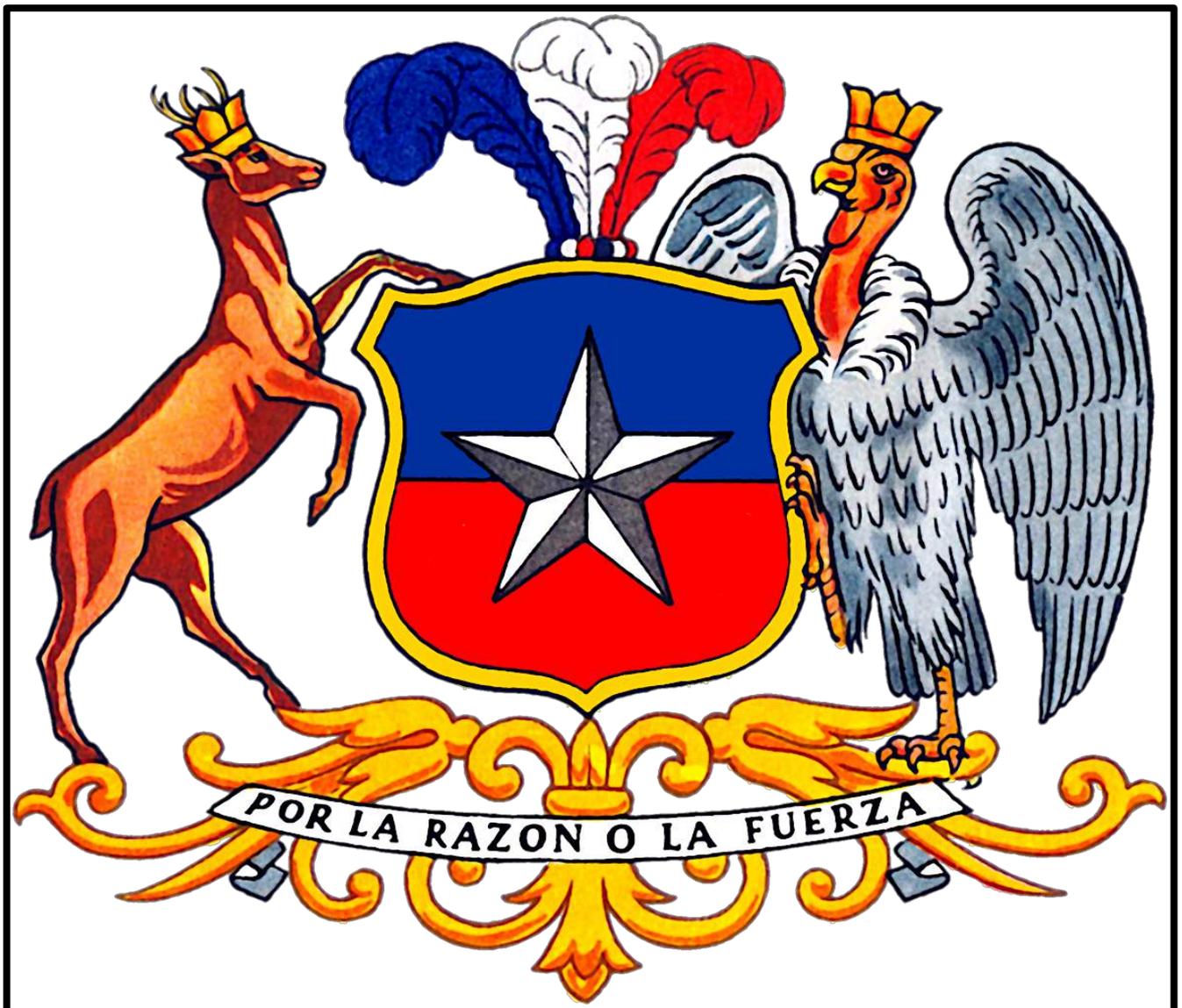


*Histoire et Philatélie*

# *Le Chili*



# Introduction



Carte du Chili (Extrait de geology.com, maps of America)

Le Chili est une république sudaméricaine, qui forme une longue et étroite bande le long de l'océan Pacifique, allant du désert d'Atacama au nord jusqu'au cap Horn au sud. Au nord, elle touche au Pérou, au nord-est à la Bolivie, et elle a une très longue frontière orientale avec l'Argentine. Cette frontière est en fait constituée par la cordillère des Andes.

Le pays possède en plus l'île de Pâques et l'archipel de Juan Fernández, et revendique une partie du territoire de l'Antarctique.

La superficie du Chili est de 756 102 km<sup>2</sup>, et le pays compte environ 17 millions et demi d'habitants. La langue nationale est l'espagnol.

La capitale du pays est Santiago, et les deux autres villes portuaires les plus importantes sont Valparaíso et Concepción.



1967, n° 321 & P.A. n° 242  
150<sup>e</sup> anniversaire du drapeau national chilien

# 1. Le Chili espagnol (1536-1810)

La présence humaine dans le territoire qui est actuellement le Chili est relativement récente : l'on estime qu'elle remonte à environ 7000 ans a.C. Les tribus initialement nomades se sédentarisent et doivent s'adapter progressivement à un climat plus chaud. C'est ainsi qu'après la formation du désert d'Atacama au nord, une émigration massive se fait du nord vers le centre.

Les tribus restées au nord tombent sous la domination des Incas, tandis que les Mapuches, qui se sont installés dans la région centrale, s'opposent avec succès à toute tentative d'invasion venant du nord.

Le premier Européen à avoir vu les côtes chiliennes est Fernand de Magellan. Portugais au service de l'Espagne, il atteint la pointe méridionale du continent sudaméricain en 1520. Il met plusieurs mois à rechercher le moyen d'atteindre l'océan Pacifique, et ce n'est qu'à la fin de novembre 1520 qu'il trouve enfin le détroit qui lui livre le passage vers cet océan. Il baptise ce détroit "*chenal de Tous-les-Saints*". Ce passage, qui sépare le continent sudaméricain de la Terre de Feu, sera plus tard rebaptisé "*détroit de Magellan*".



1971, n° 367

*450<sup>e</sup> anniversaire de la première traversée du détroit de Magellan*

Le premier Européen à avoir exploré une partie du Chili est Diego de Almagro (1475-1538). Compagnon de Pizarro, il entre en conflit avec celui-ci après la conquête de l'empire inca en 1532. Doté de la même avidité et de la même ambition que Pizarro, il quitte Cuzco en 1535 et se dirige vers le sud, au Chili. Mais, face à l'hostilité du peuple mapuche et n'ayant pas découvert la moindre parcelle d'or, il est obligé de retourner au Pérou en 1536. Le conflit avec Pizarro y escalade, et finalement Almagro est vaincu et exécuté par Pizarro en avril 1538. Trois ans plus tard, Pizarro sera lui-même assassiné par le fils d'Almagro.



1936, n° 165

*400<sup>e</sup> anniversaire de l'expédition au Chili de Diego de Almagro*



1977, n° 493

*Diego de Almagro*



*Espagne, 1964, carte maximum avec les timbres n°s 1286 et 1290  
Diego de Almagro*

Le véritable “conquistador” du Chili est Pedro de Valdivia (vers 1500-1553). Il prend le parti de Pizarro dans le conflit qui oppose celui-ci à Almagro, et se voit confier la soumission et la colonisation du Chili.

En 1540, partant du Pérou, il se dirige vers le Chili, et le 12 février 1541, y fonde la ville de Santiago de la Nueva Extremadura, la future capitale du pays.

Après l’assassinat de Pizarro en 1541, il se proclame gouverneur du Chili, et entreprend à partir de 1544 une vaste exploration des côtes chiliennes. Il fonde de nombreuses villes, comme La Serena, Concepción et Valdivia.



*1904, n°s 52 & 54  
Pedro de Valdivia*

Il est cependant sans cesse confronté à l'hostilité des Mapuches, qui opposent aux Espagnols la résistance la plus forte que ces derniers aient rencontrée sur le continent américain. C'est un peuple de guerriers qui célèbre ses victoires par le sacrifice des prisonniers, dont le coeur, supposé transmettre la force et le courage, est mangé.

Les implantations espagnoles sont régulièrement attaquées et saccagées, et malgré l'envoi de renforts venus du Pérou, Valdivia est finalement battu par les Mapuches à la bataille de Tucapel, fin 1553. Tué après d'horribles tortures, son coeur est mangé par les guerriers.



1911, n° 87



1901, Télégr., n°s 12 & 13



1961, n° 289

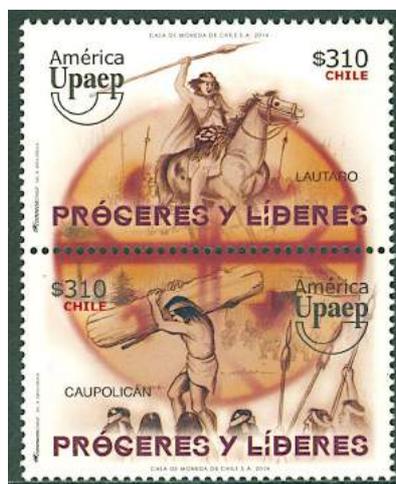


1970, n° 349  
Pedro de Valdivia



Espagne, 1969, n° 1599

Les deux "toquis" (chefs militaires) des Mapuches les plus célèbres sont Lautaro et Caupolicán. Leur résistance farouche fait qu'il faudra vingt ans, de 1540 à 1560, aux Espagnols pour s'installer définitivement au Chili. Après avoir vaincu Valdivia en 1553, ils sont finalement battus eux-mêmes : Lautaro est tué au combat en 1557, et Caupolicán est capturé et empalé en 1558. Ils sont actuellement considérés au Chili comme deux grands héros nationaux.



2014, n°s 2049A/2049B  
Les chefs mapuche Lautaro et Caupolicán

Malgré les attaques et les destructions des Mapuches, plusieurs places fortes fondées par Valdivia se sont plus tard fortement développées et sont devenues d'importantes villes, en premier lieu bien sûr la capitale Santiago.



1941, n°s 181 & 183  
400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Santiago par Valdivia (1541)



1991, n°s 1015/1016  
450<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Santiago par Valdivia (1541)



1953, n°s 234/237



1953, P.A. n° 152



2002, n° 1627

400<sup>e</sup> et 450<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la ville de Valdivia par Valdivia (1552)

Après l'annonce de la mort de Valdivia, c'est García Hurtado de Mendoza (1535-1609) qui obtient le titre de gouverneur du Chili. Cette nomination à un très jeune âge, due à l'influence de son père auprès de la cour d'Espagne, engendre d'incessants conflits avec les nobles Espagnols du Chili, qui s'estimaient plus aptes à occuper cette fonction.

García Hurtado de Mendoza parvient finalement à vaincre les ultimes résistances de Lautaro et Caupolicán, les "toquis" des Mapuches, et à installer solidement la domination espagnole au Chili. Il est le fondateur de la ville d'Osorno (1558).



1958, n° 269  
García Hurtado de Mendoza



1958, n° 268  
400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation d'Osorno  
par Hurtado de Mendoza (1558)

Un compagnon de García Hurtado de Mendoza est Alonso de Ercilla (1533-1594). Soldat et poète, il séjourne entre 1557 et 1559 pendant 17 mois au Chili, aux côtés du gouverneur, et il est un témoin privilégié de la guerre entre les Espagnols et les Mapuches.

Il a relaté cette guerre dans un poème épique intitulé "La Araucana". C'est devenu une oeuvre de la plus haute importance, aussi bien du point de vue historique que du point de vue littéraire.



1972, n° 376 et P.A. n° 277



Alonso de Ercilla



1961, P.A. n° 205



Espagne, 1980, timbre du bloc 27  
"La Araucana" (à gauche)

Avec García Hurtado de Mendoza commence la véritable colonisation – souvent synonyme d’exploitation – espagnole du Chili. Le pouvoir y est exercé par le gouverneur, qui a pour supérieur hiérarchique le vice-roi du Pérou. De nombreux gouverneurs du Chili terminent leur carrière sudaméricaine en étant ensuite promu à la vice-royauté péruvienne.

Le gouverneur s’appuie sur les descendants des premiers “conquistadores”, souvent de petite noblesse espagnole, qui assurent l’administration et constituent le noyau de l’armée locale. Il en a bien besoin, car les révoltes des indigènes perdurent jusqu’au 18<sup>e</sup> siècle, et les côtes sont attaquées sans cesse par des corsaires anglais – comme Francis Drake – et hollandais.

À côté de ces représentants de la couronne espagnole, le deuxième pilier de la nouvelle société chilienne est l’Église. Toute fondation de ville s’accompagne aussitôt de l’érection d’une église ou d’une cathédrale.

Les dominicains et les franciscains sont rejoints en 1593 par les jésuites et en 1595 par les augustiniens. Les religieux s’occupent activement de l’enseignement, mais font souvent preuve d’une incroyable intolérance dans leur mission d’évangélisation : l’Inquisition fait de nombreuses victimes au Chili, tout comme en Espagne.



1993, n° 1148



1995, n° 1249

*400<sup>e</sup> anniversaire de l’arrivée des jésuites (1593) et des augustiniens (1595) au Chili*

La vie économique au Chili se base sur le système que l’on retrouve dans toute l’Amérique espagnole : “l’encomienda”, où les chefs militaires rémunèrent leurs bons soldats en leur octroyant des terres et un groupe d’indigènes, qu’ils ont le devoir d’évangéliser et de protéger, mais qui doivent en échange travailler pour eux. Cela ouvre les portes à d’incroyables excès, et les indigènes ne sont en fait rien de plus que des esclaves. Les abus vont encore s’accroître avec l’arrivée d’esclaves noirs venus d’Afrique.

Contrairement au Mexique et au Pérou, le Chili n’est pas une place très enviée pour y émigrer : la colonie ne rapporte guère et elle coûte plus à l’Espagne qu’elle ne rapporte. Il est donc normal que les gouverneurs qui y sont nommés manquent généralement d’envergure, et n’ont qu’un seul souci, celui de s’enrichir scandaleusement pendant leur court mandat.

Ce n’est qu’avec l’arrivée au pouvoir des Bourbons en Espagne, en 1700, que la qualité du personnel administratif espagnol s’améliore et qu’un souci de valoriser la colonie chilienne se manifeste vraiment.

Un essor est donné au commerce par la création en 1743 de la “*Casa de Moneda*”, ce qui permet au Chili de frapper sa propre monnaie.



1968, n°s 331/332 & P.A. n° 253

*Création de la Casa de Moneda chilienne en 1743*

*Francisco García Huidobro, fondateur*

*Le roi Philippe V*

*Le roi Ferdinand VI*

Il faut cependant attendre la fin du 18<sup>e</sup> siècle pour voir au Chili un gouverneur de très haut niveau : Ambrosio O’Higgins (1720-1801). Il est né en Irlande, mais la répression des catholiques en Irlande par les Anglais le fait émigrer en Espagne. Dès 1760, il est officier dans l’armée espagnole au Chili, où ses qualités administratives et sa compétence professionnelle en tant qu’ingénieur sont hautement appréciées.

Il est gouverneur du Chili de 1788 à 1796, et il remplit cette fonction avec une grande énergie et une haute compétence. Il stimule l’agriculture, la pêche et l’élevage, améliore l’infrastructure, assainit les finances, soutient le commerce local et international, et favorise la construction de nombreux immeubles. Il améliore le sort de la population indigène, en supprimant le travail forcé dans les “*encomiendas*”, et en accordant aux indigènes une certaine participation dans l’administration locale.

Dans les années 1770, il avait fait la connaissance d’une beauté locale, Isabel Riquelme, qui lui donne un fils naturel en 1788. Malgré le fait qu’Ambrosio n’ait jamais reconnu officiellement sa paternité, il permet cependant à l’enfant de porter son nom et il s’occupe de son éducation. Ce fils naturel est Bernardo O’Higgins, qui deviendra plus tard le leader incontesté de la révolte chilienne contre l’occupant espagnol...



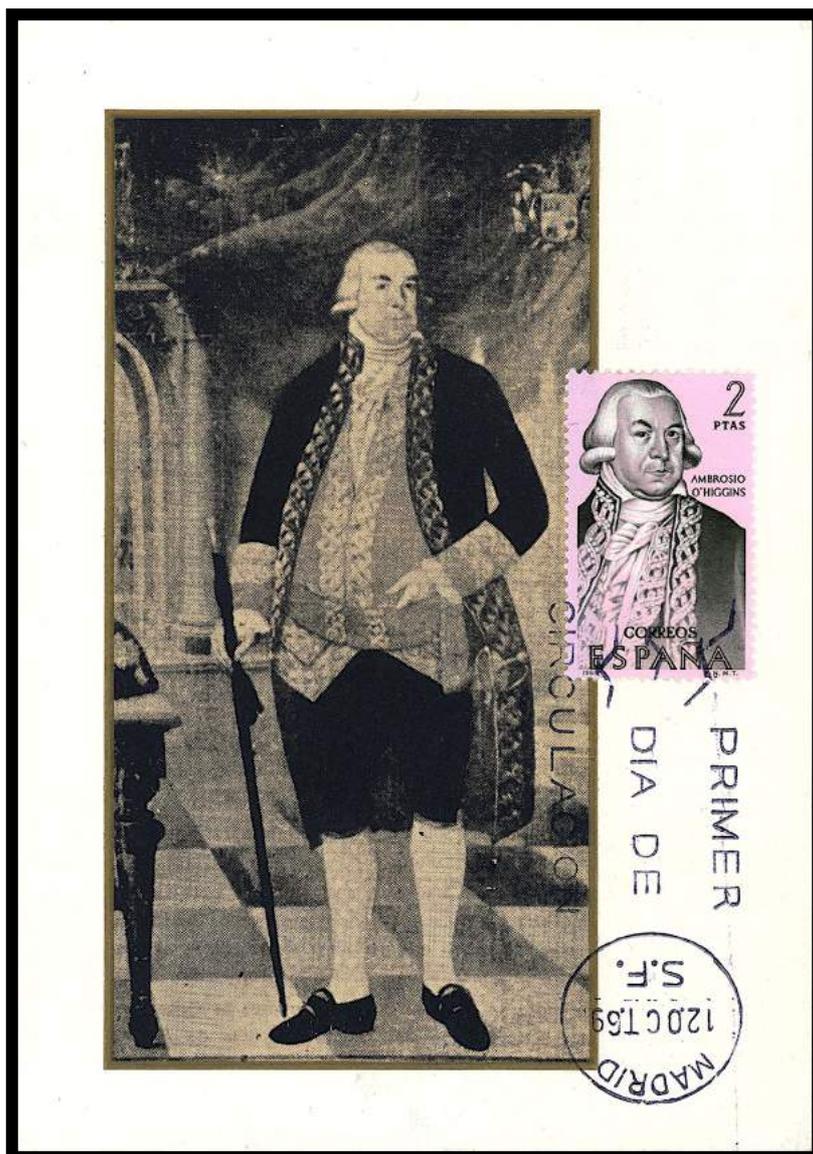
1970, n° 352



1958, P.A. n° 175  
*Ambrosio O’Higgins*



*Espagne, 1969, n° 1598*



*Espagne, 1969, carte maximum avec le timbre n° 1598  
Ambrosio O'Higgins*

## 2. La guerre d'indépendance (1810-1823)

La bonne volonté d'Ambrosio O'Higgins vient trop tard, car, suite aux échanges internationaux qui ont favorisé la circulation de livres venus d'Europe, une prise de conscience se développe au Chili à partir de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, que les intérêts du Chili et de l'Espagne sont divergents.

Une aristocratie créole qui occupe le haut du pavé du point de vue économique, financier, social et culturel s'est progressivement formée. Cette classe sociale aspire à être davantage associée aux décisions concernant l'administration de la colonie. Au début, il n'est pas encore question d'indépendance, mais simplement d'une plus grande participation au pouvoir.

Ce sont les événements en Europe qui vont allumer le feu de la révolte. Le royaume d'Espagne, qui était déjà en pleine décadence, est balayé par l'empereur Napoléon, qui oblige le roi Charles IV et son fils Ferdinand VII à renoncer à la couronne.

Les créoles du Chili, comme partout ailleurs en Amérique latine, commencent par afficher leur soutien à Ferdinand VII, mais rapidement se forment deux clans qui vont d'abord s'opposer, ensuite se combattre :

- Les "patriotes", qui commencent à parler ouvertement d'indépendance.
- Les "Espagnols", qui maintiennent leur attachement à la couronne d'Espagne.

Le gouverneur Garcia Carrasco, voulant étouffer de la manière forte toute tentative de révolte, obtient le résultat inverse, et une émeute éclate à Santiago. Carrasco est obligé de démissionner, et il est remplacé par Mateo de Toro y Zambrano (1727-1811), le haut officier le plus âgé : il a 83 ans.



1911, n° 88



1953, n° 233

*Mateo de Toro Y Zambrano*

Zambrano est incapable de maîtriser l'agitation, et il convoque un "*cabildo abierto*", c'est-à-dire une assemblée ouverte à tous les notables. Cette assemblée se réunit une première fois le 18 septembre 1810, et bien que le mot d'indépendance n'y soit pas encore ouvertement prononcé, cette date est entrée dans l'histoire comme le jour de naissance de l'État indépendant du Chili.

La liberté du commerce avec tous les pays du monde est décrétée, et une junte exécutive prépare le premier Congrès national, qui se tient en juillet 1811.



2009, n°s 1886/1901 (première partie)  
 200<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance (1810)  
 Reproduction des timbres émis en 1910 pour le centenaire de cette indépendance



2009, n°s 1886/1901 (deuxième partie)

200<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance (1810)

Reproduction des timbres émis en 1910 pour le centenaire de cette indépendance



1910, n° 71

Le serment du 18 septembre 1810



1910, n° 79

Le premier Congrès national (1811)



*Armoiries du Chili*



*Panthéon national à Maipú*



*Palais du premier Congrès national*



*Tribunal consulaire*

*1960-1962, n°s 284, 285, 294 & 297 et P.A. n°s 200, 201, 207 & 213  
150<sup>e</sup> anniversaire du premier Congrès national et du premier gouvernement national*

Initialement, ce sont les éléments plutôt modérés qui dominent le premier gouvernement. Mais fin 1811, jugeant le gouvernement trop mou, le général José Miguel Carrera (1785-1821) prend le pouvoir après un coup d'État, élimine les éléments trop modérés et installe un gouvernement dominé par les patriotes les plus fervents et les plus radicaux.



1956, n° 259



1960, n° 286



1985, n° 713



1910, n° 81

*José Miguel Carrera*

Carrera, plutôt dictateur malgré un gouvernement officiel et légal, est l'auteur de la première constitution chilienne, le créateur du premier drapeau du Chili (bleu-blanc-jaune) et des armoiries chiliennes, le promoteur de la presse et de l'éducation. Il abolit officiellement l'esclavage.

Bernardo O'Higgins et José Miguel Carrera combattent d'abord ensemble l'armée espagnole en 1814, mais après la défaite, ils deviennent des ennemis irréductibles.

Carrera s'installe alors à Mendoza, en Argentine, où il essaie de jouer un rôle dans la politique, mais il s'oppose à San Martín, et est finalement fusillé à Mendoza le 4 septembre 1821.



1972, n° 397

*150<sup>e</sup> anniversaire de l'exécution de Carrera*

Plusieurs des membres les plus influents des gouvernements entre 1810 et 1818 ont été honorés par un ou plusieurs timbres-poste.



*Mateo de Toro y Zambrano  
Juan Martínez de Rozas*



*Manuel de Salas y Corbalán  
Juan Egaña Risco*



*Manuel Rodríguez Erdoiza  
John (Juan) Mackenna*



*José Gaspar Marín  
José Gregorio Argomedo*



*Agustín Eyzaguirre  
José Miguel Infante*



*José Ignacio Cienfuegos  
Camilo Henríquez*

*1962-1965, n°s 304/306 & P.A. n°s 218/220*

*Grandes figures des premiers gouvernements nationaux 1810-1818*

- *Mateo de Toro y Zambrano* (1727-1811) : âgé de 83 ans, il convoque l'assemblée en 1810 qui a préparé le premier Congrès national de 1811.
- *Juan Martínez de Rozas* (1759-1813) : il a été un des membres les plus actifs du premier gouvernement de 1811, jusqu'à l'arrivée de Carrera, dont il est un opposant.
- *Manuel de Salas y Corbalán* (1754-1841) : politicien libéral, il a été un des fondateurs du premier Congrès national.



*1915, n° 114 (non émis)  
Manuel de Salas y Corbalán*

- *Juan Egaña Risco* (1769-1836) : il sera le rédacteur de la constitution de 1823.
- *Manuel Rodríguez Erdoíza* (1785-1818) : avocat et officier, il prend le parti de Carrera contre O'Higgins, qui finit par le faire assassiner en 1818.



*1969, n° 337 & P.A. n° 258  
150° anniversaire de la mort de Manuel Rodríguez*

- *John (Juan) Mackenna* (1771-1814) : d'origine irlandaise, il est un des fondateurs de l'armée chilienne. Grand partisan de O'Higgins et adversaire de Carrera, il meurt en 1814 dans un duel avec le frère de Carrera.



2010, n° 1964  
John (Juan) Mackenna

- *José Gaspar Marín* (1772-1839) : il a joué un rôle important dans les différents gouvernements qui se sont succédé entre 1811 et 1818.
- *José Gregorio Argomedo* (1767-1830) : avocat, secrétaire du premier gouvernement, il a joué un grand rôle dans l'installation du système judiciaire au Chili.
- *Agustín Eyzaguirre* (1768-1837) : il a été plus tard président intérimaire du Chili de septembre 1826 à janvier 1827.
- *José Miguel Infante* (1778-1844) : politicien qui a été longtemps le chef de file du parti fédéraliste du Chili.
- *José Ignacio Cienfuegos* (1762-1847) : prêtre et plus tard évêque, il a été deux fois président du sénat chilien.
- *Camilo Henríquez* (1769-1825) : prêtre et patriote, il est l'éditeur du premier journal chilien "*La Aurora de Chile*", qui paraît pour la première fois le 13 février 1812.



1941, n° 180  
Camilo Henríquez

Il est évident que l'Espagne ne va pas se résigner à perdre le Chili sans réagir vigoureusement. S'étant progressivement rétablie après la chute de Napoléon, la couronne espagnole ordonne une action vigoureuse et armée au Chili.

Fin 1813, le vice-roi du Pérou José Fernando de Sousa y Abascal envoie une armée au Chili, commandée d'abord par Antonio Pareja, ensuite par Mariano Osorio. Elle est accueillie avec joie par les royalistes chiliens, comme à Valdivia, qui était restée fidèle à la couronne espagnole. Elle s'empare de Concepción, et remonte vers Santiago. Pendant ce temps, les deux leaders les plus influents du gouvernement chilien, José Miguel Carrera et Bernardo O'Higgins, qui s'étaient d'abord associés ayant pour point commun leurs farouches sentiments anti-espagnols, s'opposent de plus en plus quant à la façon de résister à la "Reconquista" espagnole.

Les Chiliens remportent une petite victoire à El Roble en octobre 1813, mais finalement, ils subissent une défaite cuisante à la bataille de Rancagua, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1814.



1910, n° 73  
La bataille de El Roble



1965, P.A. n° 221



1978, n° 504  
La bataille de Rancagua (1814)



1942, n° 204



2014, n°s 2046/2047  
200<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Rancagua (1814)

La défaite de Rancagua marque la fin de la "*Patria Vieja*" (le nom donné à la première période d'indépendance, de 1810 à 1814). Les leaders indépendantistes, comme Carrera et O'Higgins, parviennent à s'enfuir en Argentine, avec les restes de l'armée. Pour Carrera, cette fuite sera le début de sa chute et de son exécution en 1821. Pour O'Higgins, ce sera le début d'une ascension, qui durera jusqu'en 1823.

Les patriotes radicaux chiliens qui ne sont pas parvenus à se réfugier à temps en Argentine sont soit exécutés, soit emprisonnés, soit exilés aux îles Juan Fernández.

Bernardo O'Higgins (1878-1942) est le fils naturel de l'ancien excellent gouverneur Ambrosio O'Higgins. Ses talents militaires se manifestent en 1813-1814, pendant la guerre contre l'armée espagnole. Mais ses succès font de l'ombre à Carrera, qui deviendra son ennemi mortel. Après la défaite de Rancagua, il parvient à rejoindre Mendoza, en Argentine, où il se lie d'amitié avec José de San Martín, le "Libertador" argentin. Cette forte amitié durera jusqu'à leur mort.



1917, n° 104



1929, n° 138



1932, n° 151



1948, n° 219



1953, n° 241



1978, n° 499



2001, n° 1595  
Bernardo O'Higgins



2010, n° 1963

Le général espagnol Osorio devient alors le maître du Chili. Il mène une répression plutôt clémente contre les insurgés chiliens, et rétablit les lois et les institutions espagnoles.

Et c'est au moment où les révolutions sudaméricaines semblent partout vaincues que San Martín, dans le seul territoire argentin encore libre, conçoit un plan d'une grande audace : reconquérir le Chili en traversant les Andes. Il rallie O'Higgins à ses vues, et ensemble, ils organisent et entraînent "l'armée des Andes", qui compte rapidement plus de 4000 hommes. Pour bien montrer que les liens avec l'Espagne sont définitivement rompus, San Martín fait proclamer officiellement l'indépendance de l'Argentine le 9 juillet 1816.



1978, n° 502



1968, n° 324 & P.A. n° 245



Bernardo O'Higgins & José de San Martín



1910, n° 82



1951, n° 229  
*José de San Martín*



2000, n° 1550

Le 12 janvier 1817, l'armée de San Martín et O'Higgins se met en route, franchit la cordillère des Andes, et remporte une grande victoire sur les troupes espagnoles, complètement surprises, à Chacabuco, le 12 février 1817.



1950, P.A. n° 138  
*Le passage des Andes*



1910, n° 72



2017, n° 2120  
*Bataille de Chacabuco (1817)*

Grâce à cette victoire, O'Higgins peut rentrer à Santiago. La direction du Chili est offerte à San Martín en remerciement de sa participation à la libération du territoire chilien, mais celui-ci refuse, et c'est O'Higgins qui est nommé "Directeur Suprême" du pays, le 16 février 1817. C'est le début de la "Patria Nueva", qui va durer jusqu'à son abdication, le 28 janvier 1823.

O'Higgins proclame officiellement l'indépendance du Chili le 12 février 1818. Mais les Espagnols n'ont pas perdu l'espoir de reconquérir le Chili. Ils remportent la bataille de Cancha Rayada le 19 mars 1818, mais sont définitivement battus à la bataille de Maipú, le 5 avril 1818, par les troupes combinées de San Martín et de O'Higgins. Cette bataille met un terme définitif aux ambitions espagnoles au Chili.



1910, n° 74



1942, n° 202

*Bataille de Maipú*



*Accolade entre O'Higgins et San Martín  
après la victoire de Maipú  
2010, n° 1952*



*Mort du colonel Bueras  
à la bataille de Maipú  
1980, n° 539*

Dans la “*Patria Nueva*”, qui correspond à la deuxième période de liberté et d'indépendance, Bernardo O'Higgins joue le rôle principal.

Le travail de O'Higgins est immense : le Chili est à reconstruire ou plus simplement à construire. Il crée le ministère des Finances et introduit une nouvelle monnaie, il abolit les titres de noblesse et lutte contre les immenses faveurs dont jouissait l'Église.

Il promulgue une première constitution en 1818, et une deuxième en 1822, donnant au Chili un parlement composé de deux chambres (chambre des députés et sénat). Il améliore l'infrastructure et le service médical, stimule l'économie et promeut la culture.



1910, n° 80



1942, n° 201  
*Bernardo O'Higgins*



1979, n° 513



1984, n° 673



1992, n° 1136

*Bernardo O'Higgins*

Mais c'est surtout sur le plan militaire qu'il est entré dans l'histoire : il crée l'École militaire et l'École navale, et, en vue de libérer le Pérou, il organise la première escadre nationale, donnant à la marine une place prépondérante dans l'armée. Cette organisation de la marine se fait avec l'aide de son excellent ministre de la Guerre, le général José Ignacio Zenteno (1786-1847), qui confie le commandement de la marine à l'amiral Thomas Cochrane.



1910, n° 77



1975, n° 463  
*L'escadre libératrice*



1978, n° 503



1910, n° 84  
*José Ignacio Zenteno*

Thomas Cochrane (1775-1860) est un amiral de la marine anglaise, d'une très grande compétence, qui obtint d'abord de nombreuses victoires navales pour son pays. Mais son manque de discipline et son franc parler, ne ménageant pas ses supérieurs, lui valent finalement la disgrâce. Il se met alors en 1818 au service du Chili, qui lui offre le commandement de sa marine nouvellement réorganisée.



1910, n° 85



1916, n° 112



1928, n° 136



1929, n° 137

*Amiral Thomas Cochrane*

Le plus grand exploit de l'amiral Cochrane se situe dans la nuit du 3 au 4 février 1820 : avec seulement 250 hommes, il débarque à Valdivia, qui était restée fidèle à l'Espagne, et parvient à s'emparer de la ville, en trompant la vigilance des Espagnols : il s'était présenté au port de Valdivia sous drapeau espagnol après avoir capturé quelques jours plus tôt le navire espagnol *María-Isabel*.



1970, n° 343 & P.A. n° 264



*Prise de Valdivia par l'amiral Cochrane*



1975, n° 464

Il réussit encore d'autres exploits, comme sa victoire, le 5 novembre 1820, lors d'un combat naval entre la frégate chilienne *Lautaro* et la frégate espagnole *Esmeralda*.



1910, n° 76

*Prise du navire espagnol  
"María-Isabel"*



1910, n° 75

*Combat naval entre les frégates "Lautaro" (Chili)  
et "Esmeralda" (Espagne), le 5 novembre 1820*



1975, n° 465

Cochrane, ne voulant pas prendre parti dans la guerre civile qui menace le Chili, quitte le pays et se met alors au service du Brésil. Il est remplacé à la tête de la marine par son vice-amiral, Manuel Blanco Encalada (1790-1876), qui parvient en 1825 à s'emparer de l'île de Chiloé, le dernier morceau du territoire chilien qui était resté fidèle à l'Espagne. Blanco sera élu à la présidence du Chili en 1826, mais il démissionne après deux mois, en complet désaccord avec le parlement.



1910, n° 83  
*Manuel Blanco Encalada*

En 1820, O'Higgins et San Martín décident de mettre sur pied une opération conjointe pour libérer le Pérou. San Martín commande les opérations sur terre, tandis que l'amiral Cochrane reçoit le commandement des opérations navales. Après quelques victoires, San Martín proclame le 28 juillet 1821 l'indépendance du Pérou. Mais la victoire est loin d'être totale. San Martín est obligé de demander l'aide de Simon Bolívar, et après leur entrevue en juillet 1822 à Guayaquil, San Martín laisse le commandement des opérations au Pérou à Bolívar et rentre en Argentine, où sévit une véritable guerre civile entre fédéralistes et unitaires. Il quitte le pays, s'installe en France, et meurt à Boulogne en 1850.



1971, n° 361 & P.A. n° 274  
*Expédition libératrice au Pérou début 1821*

Cependant, la popularité de O'Higgins commence à baisser au Chili. Ses décrets, qu'il impose souvent au parlement d'une façon dictatoriale, commencent à mécontenter plusieurs couches de la société : les royalistes pro-espagnols, le haut clergé et les aristocrates. Quelques erreurs, comme sa participation ou du moins son approbation à l'assassinat de son opposant Manuel Rodríguez (1818), ainsi que l'exécution de José Miguel Carrera (1821) et de ses frères (1818). L'opposition de plus en plus véhémente contre son régime autocratique l'oblige, pour éviter la guerre civile, à démissionner le 28 janvier 1823. Son abdication signifie la fin de la "*Patria Nueva*".

O'Higgins se retire au Pérou, où il meurt le 24 octobre 1842, ayant eu la satisfaction de se voir entièrement réhabilité par le Congrès chilien.



1910, n° 78



1942, n° 203

*Abdication de O'Higgins*



n° P.A. 212

*Bernardo O'Higgins, le père de la patrie et le héros national du Chili*

### 3. Lutte entre conservateurs et libéraux (1823-1891)

Avec la démission forcée de O'Higgins commence une longue période d'instabilité allant parfois jusqu'à la guerre civile.

C'est le général Ramón Freire, qui avait acculé O'Higgins à la démission, qui prend le pouvoir le 28 janvier 1823, et qui reçoit en avril le titre de "Directeur suprême du Chili".



1911, n° 90



1912, n° 103



1956, n° 260  
Ramón Freire



1987, n° 831

Il parvient en 1825 à s'emparer de l'île de Chiloé, la seule partie du territoire encore sous contrôle espagnol.

Conseillé par Juan Egaña Risco et par le fils de celui-ci, Mariano Egaña, Ramón Freire promulgue fin 1823 une nouvelle constitution. Ce document, appelé "constitution moraliste" donne un grand pouvoir à l'exécutif et prétend régir toute la société chilienne par des lois. Cette constitution, d'application très difficile, n'a pu se traduire dans les faits, et elle sera abandonnée après quelques mois.



1934, n° 153



1955, n° 256

Mariano Egaña

Une opposition de plus en plus forte oblige Ramón Freire à démissionner le 9 juillet 1826. La présidence – titre qui vient d'être adopté par le Congrès – est donnée au général Manuel Blanco Encalada, qui démissionne lui aussi après deux mois, ensuite à Agustín Eyzaguirre, qui "tiendra" quatre mois, jusqu'au début de 1827. Les finances de l'État sont dans une situation catastrophique, ce qui provoque un mécontentement général. Eyzaguirre parvient de justesse à mater un coup d'État, mais, profondément dégoûté, il se retire le 25 janvier 1827. Ramón Freire revient alors pour quelques mois au pouvoir, mais doit lui aussi se retirer le 8 mai 1827. Il essaiera encore sans succès de reprendre le pouvoir en 1829, sera condamné à l'exil et mourra oublié en 1851.

Suite au retrait de Ramón Freire, c'est le vice-président Francisco

Antonio Pinto qui accède automatiquement à la présidence. Sa réélection en mai 1829 va cependant être la cause d'une longue instabilité politique : une grave fraude électorale avait donné la vice-présidence à un libéral, alors que les deux candidats conservateurs avaient obtenu plus de voix. Pinto est obligé de démissionner le 16 juillet 1829, et son retrait signifie le début de la guerre civile au Chili.

Sa principale prestation est la promulgation d'une nouvelle constitution en 1828, de tendance libérale, plus "applicable" que celle de 1828.



1910, n° 91



1913, n° 105



1956, n° 262

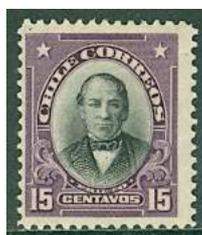


1960, n° 281

*Francisco Antonio Pinto*

La guerre civile de 1829-1830 entre libéraux et conservateurs tourne à l'avantage de ces derniers, et de 1829 à 1831, trois conservateurs vont se succéder avec le titre de président provisoire : José Tomás Ovalle, Francisco Ruiz-Tagle Fernando Errázuriz.

Les élections de 1831 mettent fin à la crise, avec l'élection du conservateur José Joaquín Prieto (1786-1854).



1911, n° 92



1913, n° 106



1929, n° 139



1957, n° 258

*José Joaquín Prieto*

*(Le timbre n° 258 est un timbre de bienfaisance, apposé obligatoirement sur les colis postaux)*

Le premier souci de José Joaquín Prieto est de rétablir la loi et l'ordre. Il a la chance de pouvoir compter sur trois excellents ministres :

- Il y a d'abord Manuel Rengifo (1793-1845), qui est un ministre des Finances de très grande compétence. Il parvient à redresser progressivement une situation financière fortement compromise.
- Il y a ensuite Joaquín Tocornal (1788-1865), ministre de l'Intérieur, très soucieux de rétablir l'ordre et d'effacer les séquelles de la guerre civile.



1921, n° 119

Manuel Rengifo



1955, n° 255



1934, n° 154

Joaquín Tocornal

- Et finalement, il y a le plus important des trois : Diego Portales (1793-1837). Il est l'auteur de la constitution de 1833, qui est restée en vigueur jusqu'en 1925. Cette constitution, bien que très peu vraiment démocratique – elle favorise les classes supérieures –, a donné pendant longtemps une grande stabilité au pays. Elle se base sur trois piliers : unitarisme (par opposition au système fédéraliste), conservatisme (par opposition aux positions libérales) et présidentialisme. Elle fait du catholicisme la religion d'État. Portales est assassiné le 6 juin 1837. Les résultats obtenus grâce à la clairvoyance de Portales sont impressionnants, et font de lui, après O'Higgins, le deuxième père de la patrie chilienne.



1956, n° 257



1986, n° 722



1987, n° 800



1979/1986, n°s 519/522, 571/572, 614/615 & 738

Diego Portales



*1976/1979, n°s 457/462, 475/476, 495, 510, 517, 618/621 & 708  
Diego Portales*

Au point de vue international, la présidence de Prieto est surtout marquée par la guerre entre le Chili et la Confédération Pérou-Bolivie. Le conflit, concernant le contrôle des routes commerciales et les tarifs douaniers, escalade, et fin décembre 1836, le Chili déclare la guerre à la Confédération.

Finalement, le Chili est vainqueur aussi bien sur mer (victoire navale de Casma, le 12 janvier 1839, remportée par l'amiral Roberto Simpson) que sur terre (victoire de Yungay, le 20 janvier 1839, remportée par le général Manuel Bulnes). Bulnes sera récompensé de cette victoire en devenant le prochain président du Chili.

La victoire chilienne ne met cependant pas fin à la discorde entre les deux pays, qui va encore durer près d'un demi-siècle.



*Général Manuel Bulnes – Bataille de Yungay*



*Amiral Roberto Simpson – Bataille navale de Casma  
1989, n°s 881/884  
150<sup>e</sup> anniversaire des victoires de Casma et de Yungay*

Les vingt années qui suivent peuvent sans conteste être considérées comme l'âge d'or du Chili, sous la présidence de deux excellents administrateurs du parti conservateur, Manuel Bulnes et Manuel Montt (1841-1861).

Il y a d'abord la présidence de Manuel Bulnes (1799-1866), de 1841 à 1851. Auréolé de sa victoire de Yungay en 1839, ce général est un excellent administrateur, respectueux de la constitution, des lois et du parlement. Il décrète une amnistie générale, et en 1843, il assure définitivement la souveraineté chilienne sur le détroit de Magellan. C'est également sous sa présidence que l'Espagne reconnaît enfin l'indépendance du Chili.



1911, n° 93



1928, n° 140



1931, n° 152



1943, n° 205



1956, n° 261



1942, n° 189



1960, n° 280

*Manuel Bulnes*



1943, n° 209



1993, n° 1184

*100<sup>e</sup> et 150<sup>e</sup> anniversaire de la prise de possession du détroit de Magellan*

Ensuite vient Manuel Montt (1809-1880), président de 1851 à 1861. Il est le premier civil à accéder à la présidence : tous ses prédécesseurs étaient issus des milieux militaires.



1911, n° 94



1913, n° 107  
*Manuel Montt*



1928, n° 141



1956, n° 263



1942, n° 191  
Manuel Montt



1960, n° 282

Pendant cette vingtaine d'années, l'essor du Chili est remarquable. L'exploitation des mines d'or, d'argent et de cuivre progresse, d'innombrables immigrants européens, surtout allemands, viennent s'installer au Chili, l'enseignement est fortement amélioré, produisant un grand mouvement intellectuel et littéraire. La liberté de la presse est totale et il règne une relative tolérance religieuse. Le télégraphe et les premières lignes de chemin de fer sont construits.

Il y a bien sûr quelques petites tentatives de putsch militaire rapidement maîtrisées, mais le développement de l'économie et la modernisation du pays donnent à l'étranger une image très positive du Chili.

La plus forte opposition vient... des catholiques fanatiques, soutenus par la haute hiérarchie de l'Église, qui estiment que le gouvernement, constitué surtout de libres penseurs, est trop laïque et trop tolérant.

Les successeurs de Manuel Montt voient le pouvoir présidentiel s'affaiblir au profit du parlement, où une oligarchie, dispersée dans plusieurs partis, renverse régulièrement les ministères, à force d'alliances et de ruptures.

Le premier est José Joaquín Pérez (1801-1889), président de 1861 à 1871. Il est lui-même membre du parti libéral, mais s'appuie sur une alliance des libéraux et des conservateurs, appelée la "*Fusion*". C'est en 1869 que le parlement adopte une réforme électorale qui interdit la réélection immédiate du président, réduisant ainsi automatiquement tout mandat présidentiel à cinq ans.



1911, n° 95



1929, n° 142  
José Joaquín Pérez



1934, n° 155

Vers la fin du deuxième mandat de Pérez, la position du parti libéral devient de plus en plus forte, et c'est ainsi que le libéral Federico Errázuriz Zañartu (1825-1877) est élu en 1871. Pendant sa présidence, de 1871 à 1876, il mène une politique anticléricale, dans le but de restreindre l'influence de l'Église dans les affaires de l'État. Cette politique anticléricale lui enlève le soutien des conservateurs, en grande majorité catholiques et cléricaux, et Errázuriz Zañartu termine sa présidence avec le soutien des libéraux et des radicaux.



1911, n° 96



1928, n° 143

*Federico Errázuriz Zañartu*

Son successeur est le libéral Aníbal Pinto Garmendia (1825-1884), président de 1876 à 1881. C'est sous sa présidence que commence en 1879 la guerre du Pacifique, également appelée "guerre du salpêtre". L'origine de cette guerre se trouve dans la découverte de précieux gisements de salpêtre (nitrate) dans le désert d'Atacama. Ce territoire était officiellement bolivien, mais les investissements dans l'exploitation du nitrate venaient du Chili.



1911, n° 97

*Aníbal Pinto Garmendia*

La Bolivie, soutenue par le Pérou, essaie alors d'éliminer les entreprises chiliennes, ce qui entraîne le déclenchement de la guerre en 1879. Sur mer, le Chili parvient rapidement à conquérir le port d'Antofagasta. La plus grande bataille navale se déroule le 21 mai 1879, à Iquique et à Punta Gruesa. C'est une victoire totale pour les Chiliens, grâce à la stratégie de Carlos Condell, mais l'officier de marine Arturo Prat y laisse la vie d'une façon héroïque. Plusieurs autres confrontations sur mer tournent toujours à l'avantage du Chili, dont la flotte est commandée par l'amiral Juan José Latorre, comme lors de la bataille navale d'Angamos, le 8 octobre 1879.



*Punta Gruesa*



1979, n°s 514/516

*Iquique*



*Angamos*

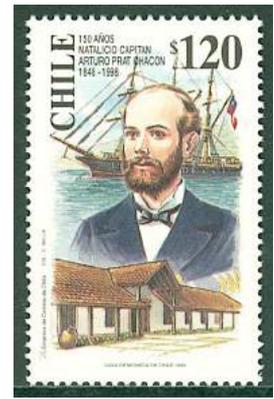
*Victoires navales chiliennes en 1879*



1948, n° 220



1954, n° 249



1998, n° 1443

*Arturo Prat, le héros de la bataille navale d'Iquique (1879)*



1987, n° 823

*Carlos Condell*



1927, n° 121

*Juan José Latorre*



1996, n° 1398

Sur terre également, la victoire chilienne est totale. Il y a d'abord la campagne victorieuse de Tarapacá, dans le désert d'Atacama, en 1879, suivie de la victoire de Morro de Arica (7 juin 1880), qui permet à l'armée chilienne de s'emparer en 1881 de Lima. Il y a encore plusieurs batailles, comme celle, indécise, de Sánger le 26 juin 1881, et celle de La Concepción, les 9 et 10 juillet 1882, qui est une des rares victoires péruviennes : la garnison chilienne, refusant de se rendre, s'y fait tuer jusqu'au dernier homme.

Finalement, le bilan militaire, aussi bien sur terre que sur mer, est catastrophique pour le Pérou. La paix revient le 20 octobre 1883 par le traité d'Ancón, qui donne au Chili le territoire de Tarapacá, riche en salpêtre, et quelques territoires péruviens. La victoire chilienne enlève à la Bolivie son accès à la mer.



*Rafael Sotomayor*



*Erasmo Escala*



*Emilio Sotomayor*



*Eleuterio Ramírez*

1979, n°s 531/534  
*Héros de la campagne de Tarapacá (1879)*



*Pedro Lagos*



*1980, n°s 540/542  
Manuel Baquedano*



*Juan José San Martín*

*Héros de bataille de Morro de Arica (1880)*



*1981, n° 567*

*José Araneda, héros de  
la bataille de Sangrar (1881)*



*Ignacio Carrera Pinto*



*Arturo Pérez Canto*



*Julio Montt Salamanca*



*Luis Cruz Martínez*

*Officiers morts pendant la défense héroïque de La Concepción (1882)*

Le président suivant est Domingo Santa María (1825-1889). Il est en fonction de 1881 à 1886, et c'est sous sa présidence que la guerre du Pacifique continue et s'achève. Libéral et franc-maçon, sa présidence se caractérise surtout par un anticléricalisme virulent, ce qui entraîne la rupture des relations avec le Saint Sièges.



1911, n° 98  
*Domingo Santa María*

Son successeur est l'infortuné José Manuel Balmaceda (1840-1891), qui occupe la présidence de 1886 à 1891. Libéral, mais plein de bonnes intentions, il essaie de réconcilier le Chili avec l'Église catholique, et recherche une harmonie avec les diverses tendances du parlement. Mais deux raisons poussent le parlement à une opposition de plus en plus agressive et virulente envers le président :

- d'abord l'incroyable corruption qui règne dans les ministères, où les fonctionnaires s'enrichissent scandaleusement au détriment des finances publiques.
- ensuite le fait que l'oligarchie qui domine le parlement est constituée surtout de riches commerçants, grands propriétaires terriens et exploitants de mines de nitrate, qui font des affaires surtout avec le Royaume-Uni. Balmaceda, qui est plutôt germanophile, essaie de limiter les exportations vers la Grande-Bretagne, pour réduire la dépendance économique du Chili envers ce pays. Les Anglais poussent discrètement le parlement vers la rébellion.

Balmaceda essaie alors, en 1891, de gouverner d'une façon presque dictatoriale, et installe un ministère refusé par le parlement. Celui-ci accuse le président d'enfreindre la constitution, et la crise éclate, qui va devenir une véritable guerre civile. La marine, commandée par Jorge Montt, choisit le camp du parlement, tandis que l'armée reste fidèle à Balmaceda. Les troupes des parlementaires remportent une victoire totale sur les partisans du président, et le 17 septembre 1891, elles entrent à Santiago. Balmaceda préfère se suicider deux jours plus tard, le 19 septembre 1891.



1911, n° 99  
*José Manuel Balmaceda*



1991, n°s 1068/1069  
*100<sup>e</sup> anniversaire de la révolution de 1891  
Le président Balmaceda*

## 4. Le Chili moderne (1891-...)

Après 1891, et jusque 1924, la fonction présidentielle est fortement dévaluée. Elle est devenue simplement honorifique, et le véritable pouvoir est exercé par le parlement, qui est, comme on l'a vu, dominé par les commerçants prospères, les grands propriétaires terriens et les riches exploitants des mines.

Leur souci primordial est de sauvegarder et d'augmenter leurs capitaux et leurs revenus. Ils ne prêtent qu'une infime attention à la montée d'un prolétariat pauvre et sans voix, et ils n'ont aucune ambition pour mettre leurs efforts au service de l'État chilien. Les alliances entre libéraux et conservateurs se font et se défont, engendrant une instabilité chronique des gouvernements qui se succèdent à grande vitesse.

Si le Chili survit sans problèmes majeurs, c'est parce que l'économie est peu touchée par ce laisser-aller gouvernemental. C'est pourquoi la période de 1891 à 1924 a reçu le nom de "république parlementaire" ou "république oligarchique". Les présidents qui s'y succèdent sont :

- Jorge Montt (1845-1922), président de 1891 à 1896.
- Federico Errázuriz Echaurren (1850-1901), président de 1896 à 1901.
- Germán Riesco (1854-1916), président de 1901 à 1906.
- Pedro Montt (1849-1910), président de 1906 à 1910, le fils du président Manuel Montt.



1966, n° 314  
Jorge Montt



1911, n° 100  
Federico Errázuriz Echaurren



1966, n° 315  
Germán Riesco



1982, n° 594  
Pedro Montt

C'est en 1902, sous la présidence de Riesco, que la peine de mort est supprimée au Chili, dans le cadre d'une grande réforme judiciaire.



2002, n° 1635  
100<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition de la peine de mort au Chili

Après deux courtes présidences intérimaires dues à la mort de Pedro Montt pendant son mandat, les deux présidents suivants sont :

- Ramón Barros Luco (1835-1919), président de 1910 à 1915
- Juan Luis Sanfuentes (1858-1930), président de 1915 à 1920.



*1983-1984, n°s 622/625 & 643  
Ramón Barros Luco*



*1984-1988, n°s 648/649, 674, 680, 763, 776, 821 & 842  
Juan Luis Sanfuentes*



L'élection du président suivant suscite beaucoup d'espoirs. Il s'agit d'Arturo Alessandri (1868-1950), qui occupe la fonction de 1920 à 1925. Il effectuera un deuxième mandat présidentiel (deux mandats consécutifs étaient interdits par la constitution) entre 1932 et 1938.

Il est élu sur un programme très social (amélioration de l'éducation et de l'enseignement, mesures en faveur de la justice sociale, restriction des dépenses administratives, amélioration de la relation travail-salaire, etc). Son électorat se situe dans la classe moyenne et la classe ouvrière, toutes deux violemment dressées contre le système oligarchique.



*1990, n° 998  
Arturo Alessandri*

Malheureusement, Alessandri se heurte aux mêmes difficultés que ses prédécesseurs, et ne parvient à réaliser aucune de ses promesses. La situation s'aggrave, les caisses de l'État sont vides, la moindre élection est frauduleuse et le malaise social s'approfondit : Alessandri est obligé de réprimer les grèves et les révoltes des ouvriers déçus d'une façon très dure, causant la mort de centaines de prolétaires. Les relations avec le parlement se détériorent, et Alessandri est même contraint, en 1924, de se réfugier plusieurs mois à l'étranger.

L'armée, qui se tenait jusqu'à présent à l'écart, en a assez de l'incurie de l'oligarchie, de l'impuissance gouvernementale et de l'instabilité parlementaire, et déclenche en 1924 un coup d'État, avec le soutien de la classe moyenne.

Alessandri part pour l'étranger, mais il est rappelé en 1925 dans le seul but d'organiser et de donner une base légale à une nouvelle constitution, qui est promulguée en 1925. Cette constitution donne de nouveau plus de pouvoirs au président, dont la durée du mandat est portée de cinq à six ans, et décrète la séparation totale de l'Église et de l'État. Cette constitution, plutôt positive, va "tenir" jusqu'en 1973.

Alessandri, refusant d'être la marionnette des militaires, finit par démissionner en 1925. Après un court intérim, c'est Emiliano Figueroa (1866-1931) qui est élu à la présidence, mais l'homme fort reste le général Carlos Ibáñez (1877-1960), l'auteur du coup d'État.



*1990, n° 997  
Emiliano Figueroa*

Las de son impuissance devant les militaires, Figueroa démissionne à son tour en 1927, et Ibáñez se proclame président. Il gouverne d'une façon presque dictatoriale, mais son bilan n'est pas négatif : sous son mandat, l'économie se redresse, de grands travaux d'infrastructure sont entrepris et la paix est signée avec le Pérou.



*1990, n° 996  
Carlos Ibáñez*

Mais la crise économique mondiale du début des années 1930 cause sa perte, et il part en exil en 1931. Il est remplacé par Juan Esteban Montero. Celui-ci entame une politique d'austérité, qui ne réussit cependant pas à surmonter la crise économique, et lui procure une grande impopularité.



1990, n° 995  
Juan Esteban Montero

Montero est renversé par un putsch militaire le 4 juin 1932, mené par le général Marmaduke Grove. Celui-ci proclame la “*République socialiste chilienne*”. Son programme, destiné à résoudre les problèmes économiques et sociaux, se résume en une phrase : “*Un toit, du pain et du travail pour tous les Chiliens*”. Mais la réaction des nantis est immédiate, avec une forte fuite des capitaux. Rapidement débordé par le flot des revendications, Grove est renversé dès le 16 juin par Carlos Dávila, qui instaure un régime dictatorial, mais continue cependant la politique de la République socialiste de Grove.

Renversé à son tour en septembre 1932, Dávila part en exil, et la démocratie est restaurée. De nouvelles élections donnent à Arturo Alessandri un deuxième mandat présidentiel, de 1932 à 1938. Il gouverne avec une majorité de libéraux, de conservateurs et de radicaux, mais à partir de 1936, il perd le soutien des radicaux qui forment alors avec la gauche le “*Frente Popular*”.

Ce “*Frente Popular*” gagne les élections de 1938, et la gauche reste au pouvoir sous trois présidents :

- Pedro Aguirre Cerda (1879-1941), président de 1938 jusqu'à sa mort en 1941. Il essaie de faire face à la crise en copiant le “*New Deal*” américain de Roosevelt. Il crée une sécurité sociale et nationalise plusieurs entreprises.



1990, n° 994



1999, n° 1486

Pedro Aguirre Cerda

- Après un court intérim, Juan Antonio Ríos (1888-1946) lui succède. Durant sa présidence, de 1942 à 1946, et sous la pression américaine, il rompt les relations diplomatiques avec les pays de l’Axe (Allemagne, Italie et Japon), mais il refuse de s’engager activement dans la guerre, surtout à cause du grand nombre d’immigrants allemands et autrichiens vivant au Chili.



*1990, n° 993  
Juan Antonio Ríos*

- De nouveau après un court intérim, c’est Gabriel González Videla (1898-1980) qui est président de 1946 à 1952. Homme de gauche, il commence par accepter la présence des communistes dans son gouvernement, mais les États-Unis exercent une forte pression sur le gouvernement chilien pour redresser la barre à droite. Le président, conscient que le Chili dépend fortement des capitaux américains, est contraint, malgré sa sympathie pour la gauche, de virer à droite et finit même par interdire le parti communiste.



*1990, n° 992  
Gabriel González Videla*

Ce tournant fait perdre au “Frente Popular” les élections de 1952, et c’est le vieux général Carlos Ibáñez, soutenu par les libéraux et les conservateurs, qui revient au pouvoir. Sa deuxième présidence dure de 1952 à 1958. Il réussit une nouvelle fois à redresser l’économie et les finances, et introduit le suffrage universel au Chili.

Mais des problèmes économiques et sociaux ainsi que l’instabilité gouvernementale donnent à Ibáñez une fin de mandat pleine d’impopularité et de difficultés.

Aux élections de 1958, trois grands blocs d’une force environ égale vont s’affronter : la droite (dirigée par Jorge Alessandri), la démocratie chrétienne (dirigée par Eduardo Frei Montalva) et la gauche (dirigée par Salvador Allende). Ces trois blocs vont s’affronter pendant quinze ans, et chaque bloc occupera successivement la présidence.

En 1958, Jorge Alessandri (1896-1986), le candidat de la droite, est élu. Il est le fils de l'ancien président Arturo Alessandri. Il s'occupe surtout, pendant sa présidence de 1958 à 1964, à rétablir l'équilibre budgétaire et à contrôler l'inflation.



1990, n° 991  
*Jorge Alessandri*

En 1964 - en pleine guerre froide - c'est le démocrate-chrétien Eduardo Frei Montalva qui est élu. Il doit son élection à deux faits :

- la peur de la droite devant le programme très "socialiste" de Salvador Allende, le leader de la gauche.
- Un soutien massif de la part des États-Unis, qui redoutent qu'avec Allende, le Chili ne devienne un deuxième Cuba.

Frei mène une politique modérée de réformes, mais lorsqu'il s'attèle à une grande réforme agraire, il s'attire l'opposition de la droite, qui compte de nombreux grands propriétaires fonciers. Pour la droite, il est trop à gauche, et pour la gauche, il est trop à droite...



1990, n° 990



2011, n° 1844

*Eduardo Frei Montalva*

Aux élections de 1970, la tension est vive. La CIA américaine, poussée par Nixon et Kissinger, essaie de convaincre l'armée de perpétrer un coup d'État, mais le commandant en chef de l'armée, le général René Schneider, s'y oppose fermement, étant foncièrement fidèle à la constitution et aux lois. Il est tué le 25 octobre 1970 lors d'une tentative d'enlèvement par des éléments putschistes.

Sa mort provoque l'élection, par un Congrès indigné, du socialiste Salvador Allende (1908-1973), qui entre en fonction le 3 novembre 1970.



1972, n° 395  
*Le général René Schneider*



1990, n° 989



2008, n° 1844

*Salvador Allende*

La politique très à gauche, menée par Allende, dont le gouvernement comporte plusieurs communistes, sème la panique à droite. Il y a une grande fuite des capitaux, et de nombreux Chiliens quittent le pays pour se réfugier en Argentine ou aux États-Unis.

Une grande partie de l'industrie est nationalisée, et la réforme agraire est accélérée. Si le peuple lui reste favorable, la droite, la démocratie-chrétienne, l'Église, les classes moyennes et l'armée se regroupent dans une opposition de plus en plus virulente, avec pour seul point commun la crainte du marxisme : ils ne veulent pas que le Chili d'Allende devienne un deuxième Cuba de Castro.

Dans l'armée, le général et chef d'état-major Carlos Prats, fidèle à Allende et à son gouvernement, est obligé de démissionner le 23 août 1973. Il est remplacé par Augusto Pinochet (1915-2006).

L'armée, avec Pinochet en tête, déclenche le coup d'État le 11 septembre. Allende, refusant de céder, y trouve la mort (suicide ou assassinat). Une junte militaire est constituée, composée d'Augusto Pinochet (forces armées), José Merino (marine), Gustavo Leigh (aviation) et César Mendoza (gendarmerie). Pinochet en est le leader incontesté, et la junte le nomme président du Chili en 1974.

La junte dissout le parlement et s'attribue le pouvoir législatif et exécutif. La répression s'abat sur le pays. Les arrestations, les disparitions et les exécutions sommaires se multiplient, et les camps de concentration, comme le stade national de Santiago, se remplissent. La répression dépasse même les frontières : le général Carlos Prats est assassiné en Argentine le 30 septembre 1974, et l'ex-ministre des Affaires étrangères d'Allende, Orlando Letelier, est tué aux États-Unis le 21 septembre 1976.



1976, n°s 472/474  
Troisième anniversaire du régime de Pinochet

Le changement est également complet en économie : les nationalisations sont annulées, et le régime d'extrême-droite de Pinochet inaugure un système entièrement néo-libéral, qui connaît initialement des succès, mais aboutit finalement à la crise en 1982-1983. Pinochet est alors obligé d'accepter une régulation active de la part de l'État dans l'économie.

Pinochet, pour prouver sa popularité, organise en 1980 un plébiscite – fortement truqué – qui lui donne une grande majorité de votes favorables. S'efforçant d'obtenir une légitimité institutionnelle, il fait promulguer une nouvelle constitution le 11 mars 1981 : elle donne un pouvoir important aux dirigeants militaires et freine les tentatives de réforme. Grâce à cette constitution, Pinochet devient maintenant “d'une façon légale” le président du Chili jusqu'en 1989.



Cardinal Cano



1982, n°s 590/592  
La constitution de 1980  
Portales



O'Higgins

Mais la crise économique et les violations flagrantes des droits de l'homme commencent à lui faire perdre tout soutien, aussi bien dans le pays même (la démocratie chrétienne, l'Église, les classes moyennes et même une partie de l'armée) qu'au niveau international (les États-Unis, dont la CIA avait pourtant soutenu le putsch de 1973, se retournent contre lui, et il est sévèrement condamné par les Nations-Unies).

Contraint de lâcher du lest et d'entamer une politique d'ouverture, il autorise de nouveau les partis politiques en 1987. L'armée le désigne en 1989 à nouveau comme président, mais cette désignation n'est pas ratifiée par un plébiscite qui a lieu le 5 octobre 1988. Cela oblige Pinochet, selon la constitution de 1981 qu'il a lui-même promulguée, d'organiser de véritables élections présidentielles en 1990, où il est battu par le candidat de l'opposition, le démocrate chrétien Patricio Aylwin (1918-2016).

La démocratie est rétablie, mais Pinochet reste chef d'état-major de l'armée jusqu'en 1998 et sénateur jusqu'à sa mort. Il parvient à sortir indemne des nombreux procès qui lui sont intentés, soit au Chili, soit à l'étranger, en invoquant son mauvais état de santé physique et mental.



*1990, n°s 963/966  
Retour à la démocratie*

Dans cette nouvelle démocratie, les deux premiers présidents sont les démocrates-chrétiens Patricio Aylwin, de 1990 à 1994 et Eduardo Frei Ruiz-Tagle, le fils de l'ancien président Eduardo Frei Montalva, de 1994 à 2000.

Puis viennent Ricardo Lagos (de 2000 à 2006), Michelle Bachelet (de 2006 à 2010 et de 2014 à 2018), et Sebastián Piñera (de 2010 à 2014 et à partir de 2018).

En 2005, une réforme de la constitution de 1981, qui est en fait une refonte complète, officialise définitivement le fait que le Chili est redevenu un pays démocratique.

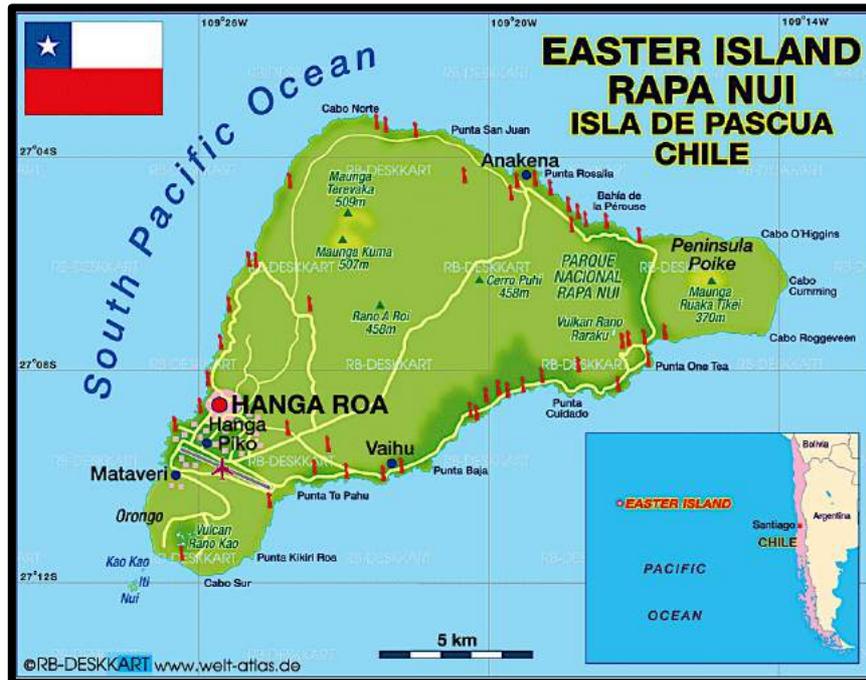


*2005, n° 1701  
Refonte de la constitution en 2005*

# Annexe : l'île de Pâques, les îles Juan Fernández et le Territoire antarctique chilien

Deux îles ou archipels font partie du territoire chilien : l'île de Pâques et les îles Juan Fernández. En plus, le Chili revendique également une partie de l'immense continent antarctique.

## 1. L'île de Pâques



Carte de l'île de Pâques



2001, n°s 1586/1587  
L'île de Pâques

L'île de Pâques est un des lieux les plus isolés du monde. Située dans le sud-est de l'océan Pacifique, à environ 3800 km des côtes chiliennes, sa superficie dépasse à peine les 160 km<sup>2</sup>.

Bien que l'île ait déjà été aperçue en 1687, le premier Européen qui y accosta est le Hollandais Jacob Roggeveen, le dimanche 5 avril 1722. Comme ce jour était la fête de Pâques, il nomma l'île *Paasch-Eylandt*, c'est-à-dire l'île de Pâques (Paaseiland en néerlandais).

Son histoire est mouvementée : le navigateur espagnol Felipe González de Haedo s'en empare en 1770, pour le compte du vice-roi du Pérou. Il donne alors un nouveau nom à l'île : Isla de San Carlos, en hommage au roi d'Espagne Charles III.

Puis c'est le tour des Anglais et des Français : James Cook y fait escale en 1774 et La Pérouse en 1786. Tous deux estiment que l'île est sans intérêt, mais leurs passages permettent une étude plus approfondie de l'île (cartographie, faune et flore, population, culture).

Mais l'île est victime, entre 1859 et 1863, de nombreux raids de pirates venus du Pérou, qui enlèvent la majeure partie de la population pour les revendre comme esclaves. La population autochtone, qui comptait plusieurs milliers de personnes avant l'arrivée des Européens, est vers 1875 réduite à moins de 200 personnes, suite aux raids des esclavagistes et aux maladies importées par les Européens, surtout la syphilis et la tuberculose.

Le premier Européen à s'y installer est le Français Eugène Eyraud, en 1864, dans le but d'évangéliser les indigènes. C'est le début de la mission catholique qui s'y développe.



1940, n° 179  
Eugène Eyraud

Le 9 septembre 1888, l'île est annexée au nom du Chili par le capitaine Policarpo Toro (1856-1921), qui signe le traité d'annexion avec le chef indigène local. Ce n'est cependant qu'en 1966 que les autochtones reçoivent officiellement la nationalité chilienne. Avant cette date, ils étaient refoulés dans une minuscule partie de l'île; le reste étant investi par des compagnies fermières qui s'occupaient de l'élevage de moutons.



1940, n° 178,



1970, n° 342 & P.A. n° 263

Policarpo Toro





1986, n°s 868/871

100<sup>e</sup> anniversaire du rattachement de l'île de Pâques au Chili



2013, n° 2027

125<sup>e</sup> anniversaire du rattachement de l'île de Pâques au Chili

Le grand problème, pas encore définitivement résolu, de l'île de Pâques est sa population. Avant la venue des Européens, plusieurs milliers d'indigènes la peuplaient, probablement venus des îles polynésiennes. Cette population autochtone, les "*Rapa Nui*" a presque été anéantie par les Européens et les Sudaméricains. Leur origine reste un mystère.

Et ce mystère est encore plus profond à cause des statues que ces indigènes ont érigées sur l'île de Pâques : ce sont les *moais*, des énormes mégalithes taillés dans le basalte volcanique. Leur hauteur varie entre quatre et dix mètres, et ils pèsent des dizaines de tonnes. Ces statues sont les témoins d'une civilisation complexe, ingénieuse et mystérieuse. Elles ont conduit l'UNESCO à faire entrer en 1995 l'île de Pâques au patrimoine mondial de l'humanité.



1965, n° 307



1968, n° 329

Les moais



1981, n° 560



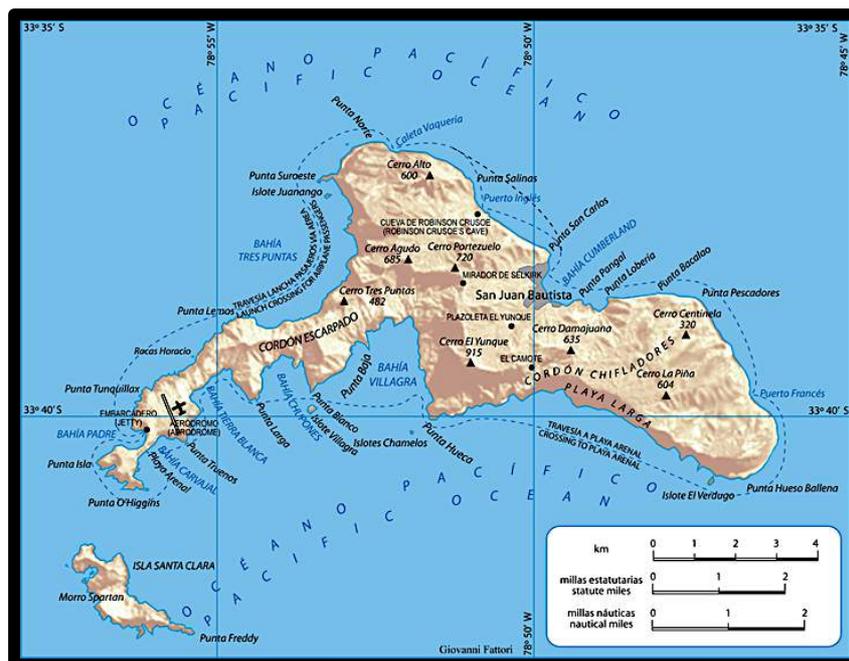
1984, n° 662



1986, n°s 741/742  
Les moais



## 2. Les îles Juan Fernández



Carte des îles Juan Fernández. L'île Alejandro Selkirk est située beaucoup plus à l'ouest

Les îles Juan Fernández sont un archipel situé dans la partie méridionale de l'océan Pacifique, à environ 700 km de la côte chilienne, à hauteur de Valparaíso. L'archipel est constitué des îles *Robinson Crusoe* (auparavant *Mas a Tierra*), *Alejandro Selkirk* (auparavant *Mas Afuera*) et *Santa Clara*. Les changements de nom ont été effectués en 1966, pour des raisons touristiques.

Les îles ont été découvertes vers 1572 par l'explorateur espagnol Juan Fernández, qui leur donna son nom. Les jésuites s'y sont très rapidement installés, mais leur établissement et leur tentative de colonisation furent un échec, et l'archipel fut abandonné.

Ces îles doivent leur célébrité à un marin, Alexander Selkirk. Il était en 1704 à bord du *Cinque Ports*, commandé par Thomas Stradling. Après une discussion avec le capitaine, il est abandonné sur l'île Mas a Tierra, la plus grande de l'archipel Juan Fernández. Cela lui sauve la vie, car peu après, le *Cinque Ports* a fait naufrage, causant la mort de la majeure partie de l'équipage.

Laissé seul sur son île, il parvient à y survivre dans des conditions plus que difficiles. Il y est découvert par hasard par un navire de passage, le *Duke*, commandé par le capitaine Woodes Rogers, le 2 février 1709, après plus de quatre ans de solitude et de lutte pour survivre.

Ramené en Angleterre, son histoire est entendue par Daniel Defoe, qui fait de Selkirk le héros d'un livre qui deviendra célèbre dans le monde entier : "The Life and Strange Surprising Adventures of Robinson Crusoe of York, Mariner" (1719).

Les aventures de Robinson Crusoe n'ont qu'un très lointain rapport avec la véritable histoire d'Alexander Selkirk, mais elles ont fortement contribué à la renommée des îles Juan Fernández.



1965, n° 308  
*Robinson Crusoe*

Après le départ des missionnaires jésuites espagnols, les îles sont restées inhabitées jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, ne recevant que de rares visites de pirates. Actuellement, quelques centaines de personnes y habitent, regroupées au village de San Juan Bautista, sur l'île Robinson Crusoe. Ce sont des pêcheurs chiliens, qui y vivent de la pêche aux crustacés.

Les îles sont d'origine volcanique, jouissent d'un climat très agréable, et sont recouvertes de forêts. Le Chili, qui en est le propriétaire, essaie d'y développer le tourisme, mais avec nettement moins de succès qu'à l'île de Pâques.

Déjà en 1910, le Chili essaie d'attirer l'attention sur ces îles en émettant quatre timbres. Ce sont des timbres à l'effigie de Colomb, surchargés "ISLAS DE JUAN FERNANDEZ", et portant une nouvelle valeur (5, 10, 20 centavos et 1 peso). Il est évident que cette émission n'avait d'autre but que de faire de la propagande pour ces îles, car la grande majorité des habitants de l'archipel était complètement illettrée, et il n'y avait aucun service postal qui desservait les îles. Il n'y avait également aucun service régulier entre l'archipel et le Chili : un seul bateau à vapeur faisait deux fois par mois le trajet, pour approvisionner les habitants, mais seulement si le temps le permettait !



1910, n°s 67/70  
*Surcharges sur timbres chiliens "ISLAS DE JUAN FERNANDEZ"*

L'annonce officielle de l'émission de ces timbres stipule que ces quatre timbres avec surcharge, émis le 1<sup>er</sup> août 1910, devaient servir à "assurer le service postal entre les îles Juan Fernández et le Chili, en attendant l'émission de timbres définitifs pour ces îles". Ces timbres définitifs n'ont jamais vu le jour, et les tirages de ces timbres confirment qu'ils ont été émis surtout à l'intention des philatélistes étrangers, pour faire rentrer des devises fortes : 1500 000 pour le 5 centavos, 400 000 pour les 10 et 20 centavos et 200 000 pour le 1 peso. Tout cela pour une paire de centaines d'habitants illettrés...

Ces timbres avaient pouvoir d'affranchissement dans tout le Chili, mais ce sont surtout les marchands de timbres étrangers qui en ont été pourvus. Cela explique qu'on les trouve presque toujours à l'état neuf : la côte extrêmement basse attribuée dans les catalogues aux timbres oblitérés et sur lettres ayant réellement circulées n'est absolument pas en proportion avec leur rareté.

En 1974, le Chili émet une nouvelle série de quatre timbres, pour promouvoir le tourisme vers l'archipel. Les timbres montrent

- la carte géographique de l'archipel.
- quelques palmiers, qui poussent le long des côtes.
- une chèvre sauvage. Les chèvres sont les animaux que l'on rencontre le plus sur l'archipel : elles y ont été introduites par les premiers colons espagnols, du temps des jésuites.
- un homard de mer, la principale source de revenus des rares habitants.



1974, n°s 429/432

*Propagande pour le tourisme aux îles Juan Fernández*

Un nouveau timbre est émis en 1981, dans une série touristique, avec une vue de l'île Robinson Crusoe. Et en 2000, une série un peu "kitsch" est émise pour le 425<sup>e</sup> anniversaire de la découverte des îles Juan Fernández.

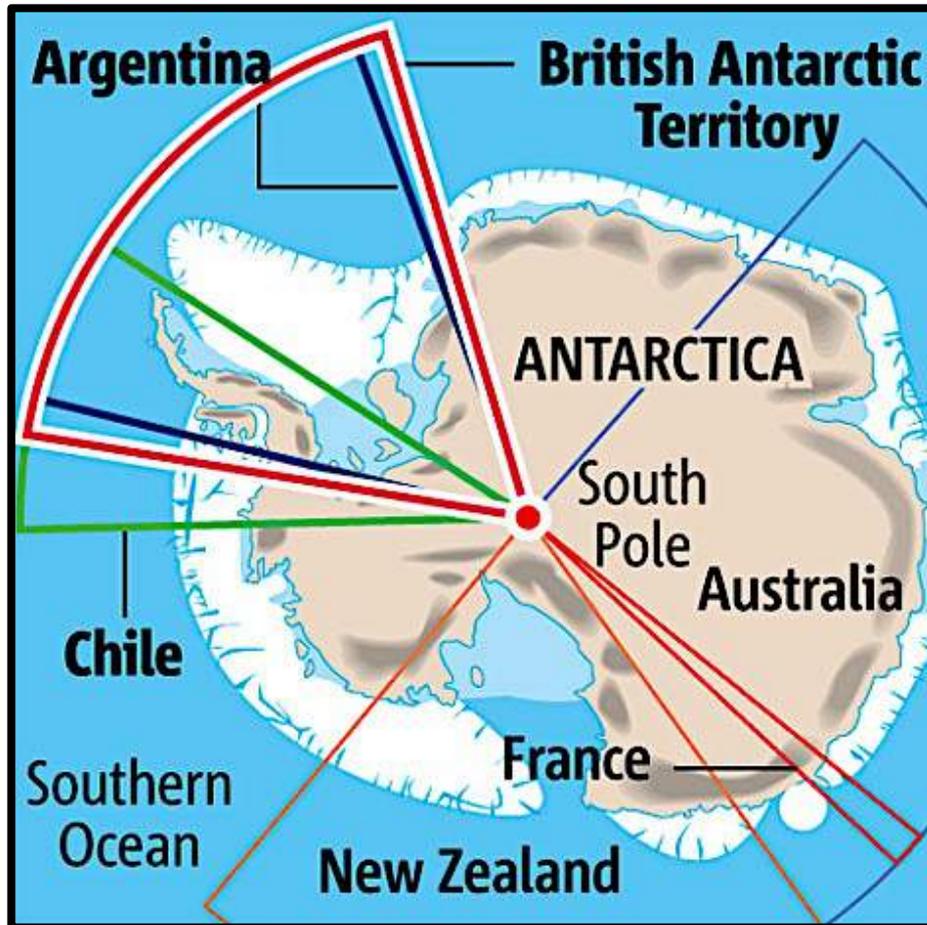


1981, n° 559

*L'île Robinson Crusoe*



### 3. Le Territoire antarctique chilien



*Les revendications internationales sur l'Antarctique*

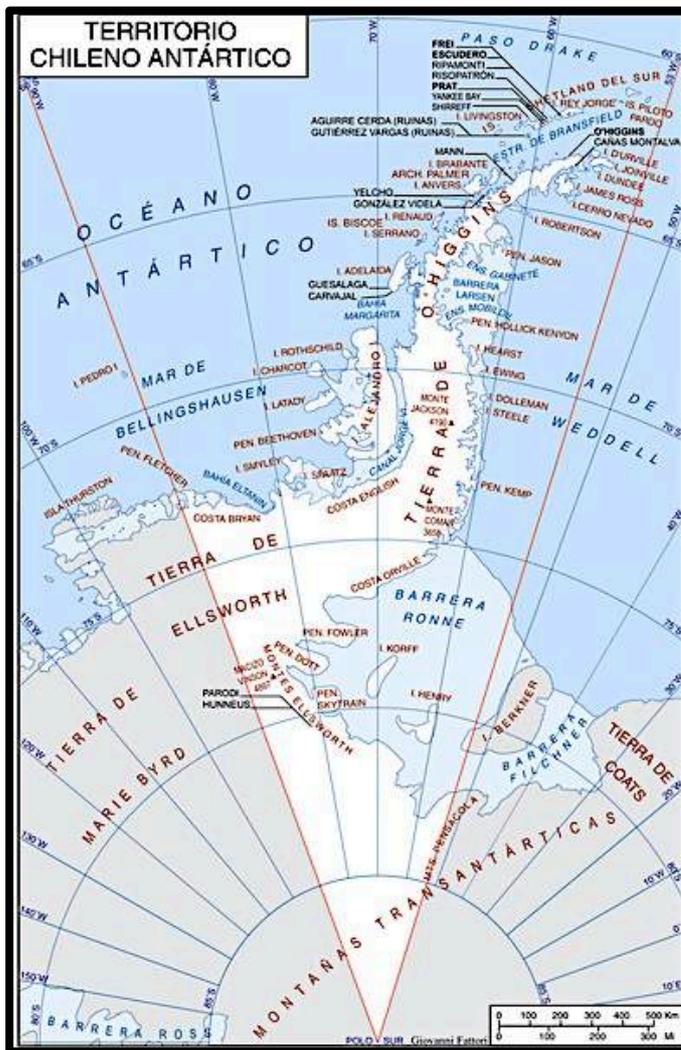
Une portion du continent antarctique est à la base d'un conflit latent entre trois pays : La Grande-Bretagne, l'Argentine et le Chili. La Grande-Bretagne avait proclamé unilatéralement sa souveraineté sur une partie de la région antarctique, mais l'Argentine et le Chili trouvaient plus que normal que leurs frontières méridionales s'étendent sur le continent antarctique, et se demandaient quels droits une puissance européenne pouvait faire valoir sur ces lointaines régions.

La portion du continent antarctique réclamée par l'Argentine chevauche pratiquement toute la partie britannique : il s'agit de tous les territoires en-dessous de 60° Sud, et entre 25° et 74 ° Ouest. Il s'agit donc d'un coin, dont le pôle Sud forme la pointe. L'Argentine considère ce territoire comme une partie intégrante de sa province *Tierra del Fuego, Antártida e Islas del Atlántico Sur*. La capitale de cette province est Ushuaia.

Le Chili, quant à lui, était depuis longtemps en conflit avec l'Argentine pour des questions frontalières au sud de la Terre de Feu, à l'extrême pointe méridionale du continent sudaméricain. La question du canal de Beagle faillit déclencher une guerre entre les deux pays en 1978. Cette guerre ne fut évitée de justesse que grâce à une intense activité diplomatique de la part du Vatican.

Le conflit s'étendit naturellement jusqu'à la région antarctique : depuis 1940, le Chili réclame la partie entre 53° et 90° Ouest. Et de nouveau, c'est un coin dont le pôle Sud forme la pointe. Cette région comporte entre autres le Graham Land (appelé par les Chiliens Tierra de O'Higgins), les South Shetlands et les îles Alexander et Charcot. Pour le Chili, cet ensemble fait partie de la "Región de Magallanes y de la Antártica Chilena".

Et, comme ses deux concurrents, le Chili présente lui aussi régulièrement ses revendications sur des timbres :



Le territoire antarctique chilien



1947, n°s 215/216



1958, n°s 271/272 & P.A. n°s 176/177



1958, n°s 275 & LP184



1991, n° 1070



1973, n° 398



1967, P.A.n°236

Toutes ces infinies revendications territoriales sur le continent antarctique, où d'autres nations étaient également impliquées (la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc.) firent comprendre à la communauté internationale qu'une solution globale était nécessaire, pour sauvegarder le continent et éviter l'escalade qui pourrait aller jusqu'au conflit armé.

Dans les années 1950, en pleine guerre froide, de longues et difficiles négociations eurent lieu, qui aboutirent finalement à la signature du traité sur l'Antarctique, qui réglait les relations internationales concernant l'ensemble de la région en-dessous de 60° Sud. Ce traité préconisait l'entière liberté de recherche scientifique dans la région, et y interdisait toute activité militaire.

La rédaction finale du traité eut lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1959, et il fut ratifié le 23 juin 1961. Les douze premières nations à apposer leur signature étaient l'Argentine, la Belgique, le Chili, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Autriche, la Norvège, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Afrique du Sud.



1981, n° 566

20<sup>e</sup> anniversaire de la signature du traité de l'Antarctique

En 1998, le protocole de Madrid, relatif à la protection de l'environnement en Antarctique, est adjoint au traité. Ce protocole interdit l'exploitation de minerais locaux jusqu'en 2048.

Le traité a donc placé les revendications territoriales de ces trois pays sous l'éteignoir. Cela ne signifie absolument pas que ces pays renoncent à leurs aspirations, mais tous ont promis de renoncer à toute intervention politique et à toute agression armée pour appuyer leurs revendications.

## Table des matières

Introduction

1. Le Chili espagnol (1536-1810)
2. La guerre d'indépendance (1810-1823)
3. La lutte entre conservateurs et libéraux (1823-1891)
4. Le Chili moderne (1891-???)

Annexe : l'île de Pâques, les îles Juan Fernández et le Territoire antarctique chilien

## Bibliographie :

- Marie-Noëlle Sarget, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, éd. L'Harmattan, Paris, 1996.
- *Paaseiland, het mysterie van de stenen reuzen*, éd. Knack, "De grote mysteries van de archeologie".
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.